

L'ASIE et son potentiel

La réussite de la région n'est pas garantie

Changyong Rhee



Fête pour le Millénaire de
Hanoï.

L'ASIE est en tête du peloton de la croissance mondiale depuis plusieurs décennies, avec un taux de croissance moyen de près de 6 % depuis 1990. À ce rythme, dans moins de vingt ans l'économie de l'Asie dépassera celles des États-Unis et de l'Union européenne combinées.

L'avenir de l'Asie semble radieux, mais le succès n'est pas garanti. La région devra en effet choisir les bonnes politiques pour limiter les risques et garantir la croissance.

À court terme, elle va devoir gérer des nouveaux facteurs de vulnérabilité, et elle pourrait continuer de subir la volatilité des marchés internationaux.

À moyen terme, la région dans toute sa diversité devra relever plusieurs défis :

- L'Asie compte encore près de 700 millions de pauvres, soit 65 % des pauvres du monde (les populations vivant avec un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour), et l'inégalité de revenus augmente.
- Les marchés émergents de la région doivent s'atteler à la tâche consistant à sortir des rangs des pays à revenu intermédiaire pour rejoindre les économies avancées.
- Plusieurs pays industrialisés d'Asie ont entamé le processus difficile de transformation de leur modèle de croissance.

Résilience et croissance

L'année 2013 a connu plusieurs épisodes de volatilité financière internationale, ce qui a conduit à un retrait de capitaux des marchés émergents, y compris d'Asie. Mais l'Asie résiste plutôt bien aux risques mondiaux, même si la marge de manœuvre de certains pays a été mise à rude épreuve par ce repli des financements extérieurs. Les mesures rapides prises pour traiter ces vulnérabilités commencent à porter leurs fruits, et la dynamique de croissance devrait se maintenir.

L'Asie devrait enregistrer une croissance de 5,5 % en 2014 et de 5,6 % en 2015 et rester à la pointe de la croissance mondiale. Les exportations se redresseront avec la reprise économique des pays avancés, et la demande intérieure dans la région sera soutenue par des marchés du travail performants et une forte croissance du crédit.

Avec le resserrement des liquidités mondiales sur fond de retrait progressif de la relance bud-

gétaire aux États-Unis, l'Asie connaîtra des taux d'intérêt légèrement plus élevés et des phases de volatilité des flux de capitaux et des prix des actifs. Dans l'ensemble, les conditions financières devraient néanmoins rester favorables.

Comme toujours, ces prévisions ne sont pas dénuées de risques. La menace d'un durcis-

L'Asie devrait enregistrer une croissance de 5,5 % en 2014 et de 5,6 % en 2015 et rester à la pointe de la croissance mondiale.

sement persistant des conditions financières internationales continue de peser. L'effet d'un relèvement des taux d'intérêt mondiaux pourrait être amplifié par un endettement plus lourd des ménages et des entreprises dans certaines parties de la région.

Si le ralentissement en Chine est plus marqué que prévu, d'autres pays de la région en paieront le prix (voir « Mutation à la chinoise » dans ce numéro de *F&D*). Au Japon, le risque existe que les mesures liées à l'« Abenomics », qui reposent sur le plan économique à « trois flèches » du Premier ministre Shinzo Abe, n'aient pas l'effet attendu sur la croissance, notamment si les réformes structurelles des marchés du travail et des produits n'arrivent pas à renforcer la confiance des consommateurs et des investisseurs. Les tensions politiques nationales et internationales pourraient également limiter les échanges ou atténuer les investissements et la croissance dans toute la région.

Si ces risques se réalisaient, ils devraient ralentir la dynamique de la région sans toutefois la freiner. En outre, des problèmes structurels plus profonds pourraient créer des obstacles plus difficiles à surmonter sur la voie d'une croissance soutenue.

L'Asie doit relever cinq défis particuliers : éviter le piège du revenu intermédiaire, améliorer

ses institutions et sa gouvernance, gérer le vieillissement de sa population, lutter contre les inégalités croissantes et promouvoir le développement de la finance.

Éviter le piège du revenu intermédiaire. Beaucoup de pays d'Asie ont connu plusieurs décennies de réussite et en sont aujourd'hui à un stade de développement où il devient difficile d'entretenir une croissance soutenue, ce qu'il est convenu d'appeler le piège du revenu intermédiaire. Songeons à l'Amérique latine durant les années 80, ou bien encore aux pays d'Asie à revenu intermédiaire après la crise de la fin des années 90, et à la «décennie perdue» qui s'en est suivie pour la convergence des revenus en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande.

Une étude publiée par le FMI dans l'édition d'avril 2013 des Perspectives économiques régionales : Asie suggérait que la probabilité d'un ralentissement d'au moins dix ans des économies à revenu intermédiaire est d'environ 50 % supérieure à celle des pays à revenu faible ou élevé. De fait, le potentiel de croissance semble avoir chuté de près de 2 points de pourcentage en quelques années dans les pays émergents d'Asie, après une décennie de résultats supérieurs à la tendance historique.

Comment un pays peut-il éviter le piège? Globalement, selon l'étude, les solutions résident dans des politiques macroéconomiques saines, propres à contrer efficacement les cycles d'expansions et de récessions, de bonnes tendances démographiques, une éducation et des infrastructures (routes, ports et télécommunications) appropriées, une gouvernance et des institutions fortes, ainsi qu'une intégration commerciale. Dans la plupart de ces domaines, les pays d'Asie à revenu intermédiaire se comportent mieux que leurs homologues d'autres régions du monde.

Sur le chemin de la croissance, il y a néanmoins des obstacles — quatre en particulier —, que chaque pays devra aborder différemment.

Améliorer les institutions et la gouvernance. La plupart des pays d'Asie n'ont pas rattrapé les pays avancés aussi vite sur le plan des institutions et de la gouvernance que sur celui des autres volets du développement économique (voir «La gouvernance dans tous ses états» dans ce numéro de *F&D*). Les indicateurs de rigidité réglementaire (sur les marchés de biens, du travail et du crédit), et de l'état de droit en Asie émergente montrent que certains de ces pays sont à la traîne par rapport à leurs homologues d'Amérique latine (Aiyar *et al.*, 2013). Des réformes seront nécessaires pour que l'Asie émergente puisse continuer à se hisser sur l'échelle de la valeur ajoutée et préserver une forte croissance.

Un état de droit renforcé améliorera l'allocation des ressources et la productivité. Une réglementation moins draconienne des

marchés des produits (vu notamment les barrières élevées à l'entrée) pourrait donner un coup de fouet à l'innovation et à l'efficacité. Dans certains cas, il faudra remettre en cause la prééminence des entreprises d'État, comme envisagent déjà de le faire la Chine et le Viet Nam. Un relâchement de la protection excessive des emplois ordinaires et la mise en place d'un dispositif de protection contre le chômage, par exemple en Inde et en Indonésie, pourraient stimuler la création d'emplois sur le marché formel du travail.

Gérer le vieillissement de la population. La transition démographique de l'Asie orientale a beaucoup contribué au miracle économique de la région dans la deuxième moitié du 20^e siècle. Beaucoup de pays d'Asie, qui ont déjà profité de conditions démographiques favorables, connaîtront une forte croissance du ratio de dépendance dans les décennies à venir, ce qui tendra à réduire la croissance et à augmenter les dépenses publiques (Das et N'Diaye, 2013). Les pays à revenus élevé et intermédiaire seront touchés : la Corée, la RAS de Hong Kong, le Japon et Singapour vieilliront rapidement, mais la Chine aussi. Le taux de fécondité à Shanghai, qui est seulement de 0,6 enfant par femme, est désormais l'un des plus faibles au monde.

À l'inverse, l'Inde jouira d'un dividende démographique avec un ratio de dépendance qui devrait chuter de 8 points à échéance 2030, tout comme les Philippines et les économies asiatiques à faible revenu. Leur défi sera autre : trouver de bons emplois pour un nombre d'actifs en croissance rapide et s'assurer que ce dividende ne devienne pas un fardeau.

Les conséquences négatives des tendances démographiques peuvent être atténuées par des politiques prudentes. Les gouvernements asiatiques doivent à la fois s'adapter et riposter. Ils peuvent s'adapter en mettant sur pied des systèmes de retraite qui résistent à l'âge, offrent aux retraités un filet de protection sociale adéquat et incitent les seniors à rester actifs. Ils peuvent riposter en menant des réformes propres à améliorer la productivité et en mobilisant la main-d'œuvre inexploitée, dans l'agriculture ou le secteur informel, par exemple.

En Asie, les femmes sont sans doute la plus grande main-d'œuvre inexploitée. La moitié des femmes ne participe pas au marché du travail, contre 20 % des hommes. Dans les sociétés plus riches et vieillissantes comme le Japon ou la Corée, les femmes peuvent être attirées vers l'emploi par de meilleurs services de garde d'enfants, des allocations maternité et paternité plus généreuses et des réformes fiscales plus favorables aux seconds salaires. Dans les régions plus pauvres, c'est l'éducation qui conduira les femmes vers les marchés formels du travail et permettra aux sociétés de profiter pleinement



du dividende démographique. Comme Christine Lagarde, Directrice générale du FMI, l'a dit à la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos : «Lorsque les femmes se portent mieux, l'économie se porte mieux aussi».

Lutter contre les inégalités croissantes. Le creusement des inégalités est un problème tant social qu'économique. Des études récentes du FMI montrent d'ailleurs que de fortes inégalités peuvent brider la croissance.

En moyenne, les inégalités sont encore moindres en Asie qu'elles le sont en Amérique latine ou en Afrique subsaharienne, mais les revenus y divergent plus rapidement. Alors que ces autres régions ont connu une réduction des inégalités, l'Asie a vu l'écart s'élargir sur les vingt dernières années. Les inégalités — mesurées par le coefficient de Gini, dont l'échelle s'étend de 0, si l'y a partage égal des revenus à l'intérieur d'un pays, à 100, si un individu encaisse tous les revenus — atteignent ou dépassent 40 dans beaucoup de pays d'Asie. Ce niveau est généralement reconnu comme étant élevé et a été atteint ou dépassé en Chine, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, ainsi que dans la RAS de Hong Kong et à Singapour, deux des économies avancées les plus inégalitaires au monde.

Avec les bonnes politiques, il est possible de contrer les inégalités croissantes sans mettre en péril le modèle de croissance de l'Asie, comme cela a été le cas pendant une trentaine d'années jusqu'aux années 90. Des politiques visant à assurer un accès plus équitable aux services publics, notamment à l'éducation et à la santé, à renforcer les infrastructures et à élargir l'accès aux services financiers, peuvent renforcer la croissance et améliorer l'équité.

Dans les marchés émergents d'Asie, les réformes du marché du travail pourraient aider à intégrer l'emploi informel au secteur formel, ce qui augmenterait la productivité et réduirait les inégalités. Dans les pays à faible revenu et émergents d'Asie, le passage des subventions à l'énergie, inéquitables et inefficaces, aux transferts monétaires ciblés permettrait de se rapprocher des objectifs de croissance et de répartition du revenu. Les réformes en cours en Inde, qui devraient permettre de mieux cibler les transferts monétaires grâce au nouveau système unique d'identification biométrique (*Aadhaar*), sont très encourageantes.

Promouvoir le développement de la finance. Avec sa large palette d'atouts (bonnes politiques macroéconomiques, taux d'épargne élevé, éducation qui s'améliore, main-d'œuvre pouvant être mobilisée et progrès technologiques rapides), l'Asie dispose des ingrédients voulus pour entretenir sa croissance.

Pour réussir à combiner efficacement tous ces ingrédients, il faut néanmoins promouvoir de toute urgence le développement de

marchés de capitaux et réduire la dépendance excessive à l'égard du financement bancaire (voir «L'avenir de la finance asiatique» dans ce numéro de *F&D*). Il importe notamment de diversifier le vivier d'investisseurs locaux en développant les caisses de retraite et les fonds d'assurance, en renforçant l'éducation financière et en améliorant les normes d'information et de comptabilité.

S'ils mettent en œuvre ces mesures, les secteurs financiers d'Asie seront prêts à s'adapter aux réalités de l'économie réelle.

Le passage des subventions à l'énergie, inéquitables et inefficaces, aux transferts monétaires ciblés permettrait de se rapprocher des objectifs de croissance et de répartition du revenu.

On citera notamment, à cet égard, l'urbanisation et la croissance de la classe moyenne en Asie du Sud et son besoin d'équipements et de services urbains améliorés, de même que le vieillissement de la population en Asie du Nord, qui requiert des investissements efficaces de la part des fonds de pension pour éviter que les retraités n'épuisent leur patrimoine.

Le siècle de l'Asie?

D'aucuns avancent que le 21^e siècle sera celui de l'Asie. Il y a de bonnes raisons de le croire, mais il peut être trompeur d'extrapoler simplement les bons résultats économiques de ces dernières décennies. Pour atteindre pleinement leur potentiel, les économies d'Asie devront surmonter plusieurs obstacles de taille. ■

Changyong Rhee est Directeur du Département Asie et Pacifique au FMI.

Bibliographie :

Aiyar, Shekhar, and others, 2013, "Growth Slowdowns and the Middle-Income Trap," IMF Working Paper 13/71 (Washington: International Monetary Fund).

Das, Mitali, and Papa N'Diaye, 2013 "Chronicle of a Decline Foretold: Has China Reached the Lewis Turning Point?" IMF Working Paper 13/26 (Washington: International Monetary Fund).

